



PRÉFET DE L'YONNE

PRÉFECTURE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

SERVICE DE L'ANIMATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
INTERMINISTÉRIELLES ET DE
L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° PREF-SAPPIE-BE-2019- 154

du 29 AVR. 2019

**mettant en demeure la société PRYSMIAN Câbles et Systèmes FRANCE
pour son établissement situé à GRON de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral
n° PREF-DCPP-2012-0222 du 6 juin 2012**

Le Préfet de l'Yonne
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-8, L.172-1 et suivants, L.511-1, L.512-20 et L.514-5,

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation N°PREF-DCPP-2012-0222 du 6 juin 2012 autorisant la société PRYSMIAN à exploiter une usine de fabrication de câbles électriques de moyenne, haute et très haute tension sur le territoire de la commune de GRON,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 18 janvier 2019, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à l'exploitant en date du 18 janvier 2019,

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 30 janvier 2019 et par courriel du 25 avril 2019 suite à la transmission du rapport et du projet de mise en demeure susvisés,

CONSIDÉRANT l'article 7.6.8.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 juin 2012 susvisé qui dispose :

« Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à une capacité de rétention étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 1 500 m³ mis en place au plus tard le 30 juin 2015. [...] Cette capacité de rétention est également utilisée pour la collecte du premier flot des eaux pluviales provenant de l'ensemble du parc à tourets, et est équipée d'un déversoir d'orage placé en tête.

A la demande de l'exploitant, des solutions analogues permettant de recueillir l'ensemble des eaux pluviales concernées pourront être mises en place sur le site, après accord par M. le Préfet de l'Yonne. [...] »

CONSIDÉRANT que le non-respect de cette prescription est récurrent et a été déjà signalé lors de l'inspection du 8 décembre 2015,

CONSIDÉRANT qu'une réunion s'est tenue à ce sujet le 18 juin 2018 avec l'inspection des installations classées,

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du 29 novembre 2018, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté que le site ne dispose toujours pas de bassin de confinement et de bassin d'orage,

CONSIDÉRANT qu'en l'absence de ce bassin, le site peut porter atteinte aux intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 7.6.8.1 de l'arrêté préfectoral susvisé,

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8.I du code de l'environnement en mettant en demeure la société PRYSMIAN Câbles et Systèmes FRANCE de respecter les prescriptions de l'article 7.6.8.1 de son arrêté préfectoral d'autorisation susvisé,

SUR proposition de Mme la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne,

ARRÊTE

Article 1 – Objet

La société PRYSMIAN Câbles et Systèmes FRANCE exploitant une installation de fabrication de câbles de moyenne, haute et très haute tension, sise ZI du Port au Vin sur le territoire de la commune de GRON (89100), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.6.8.1 de l'arrêté préfectoral du 6 juin 2012 susvisé, en :

- apportant, **sous 1 mois** à compter de la notification du présent arrêté, la preuve de la validation du projet par la direction du Groupe PRYSMIAN,
- indiquant, **dans un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté, la solution retenue pour la mise en place du bassin de confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, ainsi que de la collecte du premier flot des eaux pluviales (description du dispositif technique retenu, implantation, plan, justification de l'adéquation du dispositif avec les besoins et les caractéristiques du site, etc.),
- adressant, **dans un délai de 7 mois** à compter de la notification du présent arrêté, le bon de commande pour la réalisation du bassin et des travaux annexes éventuels,
- mettant en service, **avant le 31 août 2021**, le bassin de confinement et d'orage,
 - o en réalisant le bassin de confinement et d'orage, **dans un délai de 15 mois** à compter de la notification du présent arrêté,
 - o en réalisant le collecteur et les travaux de raccordement, **dans un délai de 27 mois** à compter de la notification du présent arrêté

- adressant, avant le 31 septembre 2021, les justificatifs attestant de la réalisation du bassin de confinement et d'orage.

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles ci-dessus ne serait pas satisfaite dans le délai prévu aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code.

Article 3 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 – Exécution

Mme la Secrétaire générale de la préfecture et M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société PRYSMIAN Câbles et Systèmes FRANCE et dont copie sera adressée :

- à M. le Maire de GRON,
- à M. le Sous-préfet de SENS,
- à Mme la Responsable de l'Unité Départementale Nièvre/Yonne de la DREAL de Bourgogne-Franche-Comté,
- à M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de l'Yonne,
- à M. le Directeur Départemental des Territoires,
- à M. le Directeur de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie.

Fait à Auxerre, le **29 AVR. 2019**

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète,
Secrétaire générale,


Françoise FUGIER



Le destinataire du présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif sis 22, rue d'Assas à Dijon d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le Préfet d'un recours gracieux, ou le Ministre de la transition écologique et solidaire d'un recours hiérarchique qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet).

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

